

Chine : où en est le mouvement ouvrier ? (article de presse)

samedi 24 août 2019, par [EPSZTAJN Didier](#) (Date de rédaction antérieure : 1er juillet 2019).

Un quart des salarié·es du monde travaillent en Chine. Comme le souligne le numéro 13 de la revue *Solidaires International*, « toute dégradation de leur situation sert immanquablement d'argument à de nouveaux reculs dans les autres pays » alors qu'il n'existe pas « dans cet immense pays d'organisation syndicale indépendante du patronat et du pouvoir ». Le droit syndical ne fait pas partie de l'horizon des bureaucrates ni des néolibéraux (les différentes lois dites « du travail » ne sécurisent que les patrons).

La revue donne quelques points de repère, sur la population, les villes, l'économie (si la Chine est devenue la seconde puissance économique mondiale, elle se place au 87^e rang en termes de PIB par habitant), les zones économiques dominantes, les inégalités sociales, les migrations des campagnes vers les villes, la monopolisation du pouvoir. Un bref historique résume la période d'avant 1949, la Chine sous Mao (1949-1976), le poids de l'accumulation reposant sur l'exploitation des paysannes et paysans, l'interdiction du droit fondamental de s'auto-organiser, la première phase de conversion au capitalisme (1978-1992), la seconde phase ouverte en 1992, l'adhésion à l'Organisation mondiale du commerce, l'émergence d'une nouvelle bourgeoisie enrichie par les privatisations et la corruption (« les secteurs dominants du Parti-État deviennent le cœur de la nouvelle bourgeoisie »), la libéralisation et la privatisation des services publics par le gouvernement, la mise en place d'une législation attribuant aux salarié·es des droits individuels « mais ne sont par contre pas accordés des droits collectifs comme la liberté d'association et la négociation collective », les conflits sociaux, dont les luttes de femmes contre les violences, en particulier la violence conjugale, les politiques d'expansion commerciale sous le nom de « nouvelles routes de la soie ». Un chapitre est consacré à la centrale syndicale officielle et unique, l'ACFTU : « Malgré tout cela, le mouvement ouvrier international tend à travailler toujours plus étroitement avec la Fédération des syndicats de Chine (ACFTU), renforçant ainsi sa légitimité. Une crédibilité qui a été une nouvelle fois accordée à l'ACFTU en juin 2011, quand elle a été élue à l'organe dirigeant de l'Organisation internationale du Travail (OIT) par le groupe "salariés". »

Les chapitres qui m'ont particulièrement intéressé portent sur les luttes ouvrières, distinguant trois grands cycles de luttes :

- La liquidation partielle de l'ancienne classe ouvrière : « Entre 1993 et 2003, environ la moitié des salarié·es des entreprises d'État sont chassés de leur emploi ». Il ne s'agissait pas seulement de privatiser le secteur mais bien d'en liquider une partie, de regrouper les actifs les plus rentables en conglomérats. « Dégraissage » massif, gestion « fluide et flexible » de la main-d'œuvre, abandon de la protection sociale prise en charge par l'entreprise, faiblesse des indemnités de chômage... La régression sociale frappe particulièrement les femmes. Des résistances qui ne dépassent que rarement le niveau de l'entreprise, des manifestations et des défaites.
- Le second cycle de luttes repose sur des salarié·es venus des campagnes. Le nombre de migrant·es passe d'environ 6 millions en 1982 à près de 290 millions en 2017. Ces migrant·es

n'ayant pas le statut de citoyen ne peuvent bénéficier des droits attachés (logement, système de santé et d'éducation). Il y a des grèves spontanées au niveau des entreprises mais pas d'organisation pérenne construite à cause de la fragmentation des luttes et de la répression. Des militant·es de Hong Kong les soutiennent. Finalement, il y a une réforme partielle de leur statut discriminatoire (hukou).

- Les luttes de la jeunesse ouvrière, des ouvrier·es migrant·es, les mobilisations de salarié·es proches de la retraite. Sont présentées les luttes des salarié·es du fabricant de chaussures Yue Yenen en 2014 (*« les revendications des salarié·es se sont étoffées au cours du conflit : à la demande initiale d'un respect du droit en matière de sécurité sociale, s'est ajoutée au cours du conflit une demande sur le droit de représentation des salarié·es dans l'entreprise »*), celle dans l'usine de chaussures Lide (2014-2015), les luttes dans l'enseignement (2014-2015). Aujourd'hui *« des manifestations à plus petites échelles, sur un éventail beaucoup plus large d'industries et de régions, continuent à se produire très régulièrement dans tout le pays »*.

Solidaires International présente *« une saga d'une quarantaines d'années »* : la transition au capitalisme, la constitution d'une nouvelle bourgeoisie, un modèle productif reposant sur les exportations, la montée en puissance de la classe ouvrière, l'attribution de droits individuels aux salarié·es, le nouveau contexte des années 2000, l'adoption de nouvelles lois sociales, la grève victorieuse d'une usine Honda au printemps 2010, la contre-offensive du patronat et de l'État, les délocalisations massives de certains secteurs, le déclenchement d'une vague répressive, une nouvelle stratégie de relance économique. Un état des lieux du mouvement syndical et des luttes ouvrières en 2013 est également présenté.

On découvre aussi l'analyse des organisations de défense des droits des salarié·es (LINGOs), leur histoire, actions ou limites, les systèmes du « danwei » et du « hukou », un petit historique des actions des militant·es de Hong Kong, les campagnes ciblant les grandes marques internationales, les évolutions de la législation concernant les organisations non étatiques à but non lucratif...

J'ai aussi été intéressé par les textes sur l'aspiration à un syndicalisme authentique, le traumatisme de 1989, le syndicat d'Ole Wolff de Yantai, l'auto-organisation dans la grève Honda de 2010, le réseau Walmart, Jasic. Des articles discutent de la nécessaire solidarité syndicale internationale : *« Quelles que soient leurs orientations nationales et internationales, l'ensemble des syndicats du monde et des organisations défendant les droits des salarié·es devraient logiquement pouvoir agir en commun sur un minimum de points et notamment : les cas de répression des salarié·es et militant·es ouvriers, le soutien aux luttes en cours, la pression sur les entreprises internationalisées en conflit avec des salarié·es. »*

Ils dessinent les contours possibles d'un syndicalisme véritable : *« Chacune des luttes d'Ole Wolff, Honda, Walmart et Jasic renferme une partie des principes sur lesquels pourrait se constituer en Chine un mouvement syndical authentique : l'indépendance envers le patronat et le parti-État ; l'auto-organisation des salarié·es ; une structuration démocratique allant du bas vers le haut ; l'absence d'avantages matériels pour les porte-parole des salarié·es ; une place égale des femmes et des hommes ; la défense intransigeante des revendications élaborées par les salarié·es eux-mêmes ; la nécessaire construction de rapports de forces comme préalables à de réelles négociations ; l'extension du mouvement en dehors du lieu de travail en lutte ; le recours aux médias et aux réseaux sociaux pour populariser la lutte ; une alliance avec des étudiant·es, des juristes, des universitaires et des chercheur·es ; un partenariat basé sur le respect mutuel entre salarié·es en lutte, LINGOs, et centrale syndicale hongkongaise HKCTU ; la construction de liens avec des salarié·es du monde entier »*.

La longue marche vers une législation sociale de 1954 à aujourd'hui est détaillée, ce qu'il en est des droits individuels, la diminution de la part de la richesse produite revenant aux salarié·es, les

disparités sociales et les disparités régionales. Trois droits fondamentaux ne sont pas reconnus sur le continent chinois : le droit de grève, le droit de constituer librement des organisations syndicales, un système de négociation collective.

Le numéro se termine avec les questions écologiques et les mobilisations contre la pollution. Une source documentaire bien fournie.

* *Solidaires International* n° 13, printemps 2019, « *Chine, Où en est le mouvement ouvrier ?* », éditions Syllepse, Paris 2019, 254 pages, 8,00 €

Didier Epsztajn

[Abonnez-vous](#) à la *Lettre de nouveautés du site ESSF* et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Inprecor n° 664/665